



# PRÉFET DU MORBIHAN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Direction de la citoyenneté et de la légalité Bureau de l'intercommunalité et de l'urbanisme

### ARRÊTÉ PORTANT TRANSFERT D'UNE COMPÉTENCE CULTURELLE A LORIENT AGGLOMÉRATION ET MODIFICATION DES STATUTS COMMUNAUTAIRES

**LE PREFET DU MORBIHAN**  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

**Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L5211-17 et L5216-5 ;

**Vu** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Pascal BOLOT, préfet du Morbihan ;

**Vu** le décret du 29 décembre 2022 portant nomination de M. Stéphane JARLÉGAND, secrétaire général de la préfecture du Morbihan, sous-préfet de Vannes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2023 portant délégation de signature à M. Stéphane JARLÉGAND, secrétaire général de la préfecture du Morbihan, sous-préfet de Vannes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral modifié du 30 mai 2013 portant fusion de la communauté d'agglomération du pays de Lorient et de la communauté de communes de la région de Plouay, du Scorff au Blavet ;

**Vu** la délibération du conseil communautaire de Lorient Agglomération du 30 janvier 2024 approuvant l'intervention communautaire en matière culturelle et la modification des statuts de Lorient Communauté en résultant, au 1<sup>er</sup> juillet 2024 ;

**Vu** les délibérations favorables au transfert de la compétence « intervention, en complémentarité et subsidiarité des communes membres, en matière culturelle » à Lorient Agglomération au 1<sup>er</sup> juillet 2024 et à la modification des statuts communautaires qui en résulte, des conseils municipaux des communes de Brandérion le 11 avril 2024, Bubry le 24 mai 2024, Calan le 25 mars 2024, Caudan le 25 mars 2024, Cléguer le 25 mars 2024, Gâvres le 29 février 2024, Gestel le 25 mars 2024, Groix le 11 avril 2024, Hennebont le 25 avril 2024, Inguiniel le 28 mars 2024, Inzinzac-Lochrist le 8 avril 2024, Lanester le 23 mai 2024, Languidic le 23 mai 2024, Lanvaudan le 28 mars 2024, Larmor-Plage le 17 avril 2024, Locmiquélic le 28 mars 2024, Lorient le 4 avril 2024, Ploëmeur le 25 mars 2024, Plouay le 28 mars 2024, Pont-Scorff le 2 avril 2024, Port-Louis le 19 mars 2024, Quéven le 28 mars 2024, Quistinic le 12 mars 2024 et Riantec le 2 avril 2024 ;

**Considérant** que les conditions législatives pour autoriser le transfert de compétence et la modification des statuts sont réunies ;

**Sur proposition** de M. le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE PREMIER** : Au 1<sup>er</sup> juillet 2024, la compétence suivante est transférée à Lorient Agglomération :

« Lorient Agglomération intervient en complémentarité et subsidiarité des communes en matière culturelle afin de :

- favoriser la mise en réseau des acteurs et des équipements artistiques et culturels du territoire ;
- accompagner les communes pour faciliter l'accueil d'artistes en résidence, la création culturelle et la circulation des œuvres sur le territoire ;
- accompagner les manifestations culturelles à vocation intercommunale qui participent au rayonnement de l'agglomération, et participer à leur promotion ;
- accompagner la sauvegarde et la valorisation du patrimoine du territoire. »

**ARTICLE DEUX** : Les statuts de Lorient Agglomération sont modifiés en conséquence en leur article 3, et approuvés tels qu'annexés au présent arrêté.

Ils entreront en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2024.

**ARTICLE TROIS** : Le présent arrêté peut être contesté auprès du tribunal administratif de Rennes ou par le biais de l'application « Télérecours » ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)), dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

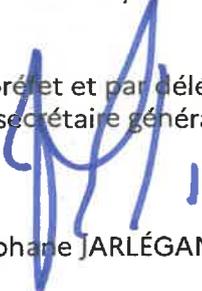
Un recours administratif peut suspendre le délai de recours contentieux s'il est formé dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'arrêté.

**ARTICLE QUATRE** : Le secrétaire général de la préfecture, la sous préfète de Lorient, le président de Lorient Agglomération, les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans le Morbihan.

Vannes, le

7 JUIN 2024

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Stéphane JARLÉGAND

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral

du **- 7 JUIN 2024**

portant transfert d'une compétence  
culturelle à Lorient Agglomération et  
modification des statuts communautaires

Vannes, le **- 7 JUIN 2024**

Pour le préfet du Morbihan  
et par délégation,  
Le secrétaire Général,

Stéphane JARLÉGAND

**ANNEXE**

## STATUTS DE LORIENT AGGLOMERATION

### ARTICLE 1 :

Par arrêté préfectoral du 30 mai 2013, il est créé, au 1<sup>er</sup> janvier 2014, une communauté d'agglomération issue de la fusion, à cette même date, de la communauté d'agglomération du Pays de Lorient et de la Communauté de communes de la région de Plouay du Scorff au Blavet.

Elle se compose des communes suivantes :

- Brandérion
- Bubry
- Calan
- Caudan
- Cléguer
- Gâvres
- Gestel
- Groix
- Guidel
- Hennebont
- Inguiniel
- Inzinzac-Lochrist
- Lanester
- Languidic
- Lanvaudan
- Larmor-Plage
- Locmiquélic
- Lorient
- Plouay
- Ploemeur
- Pont-Scorff
- Port-Louis
- Quéven
- Quistinic
- Riantec

Elle est régie :

- par les dispositions communes applicables aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (articles L.5210-1 et suivants du Code Général des Collectivités territoriales) ;
- par les dispositions applicables aux communautés d'agglomération (articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités territoriales).

**ARTICLE 2 :**

Le siège de la communauté d'agglomération est fixé par délibération du conseil de communauté. Il est établi à la maison de l'agglomération à Lorient.

La communauté d'agglomération prend le nom de Lorient Agglomération.

**ARTICLE 3 :**

Conformément aux dispositions de l'article L.5216-5 I du Code général des collectivités territoriales, la communauté d'agglomération exerce de plein droit au lieu et place de ses communes membres les compétences suivantes :

**1 - En matière de développement économique :**

- Actions de développement économique, maritime et touristique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ;
- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;
- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme sans préjudice de l'animation touristique qui est une compétence partagée, au sens de l'article L. 1111-4, avec les communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;

## **2 - En matière d'aménagement de l'espace communautaire :**

- Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ainsi qu'un schéma d'aménagement économique du territoire et toutes études concernant l'avenir de l'agglomération ;
- Réserves foncières et définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt communautaire au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ;
- Organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code.

## **3 - En matière d'équilibre social de l'habitat :**

- Programme local de l'habitat ;
- Politique du logement d'intérêt communautaire ;
- Actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ;
- Réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat ;
- Action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire.

## **4 - En matière de politique de la ville :**

- Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

## **5 - Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement**

## **6 - En matière d'accueil des gens du voyage :**

- Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ainsi que des autres terrains d'accueil prévus dans le cadre du schéma départemental d'accueil des gens du voyage.

## **7 - Prévention, Collecte, traitement et valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés.**

## **8 - Eau**

- La production par captage ou pompage, la protection du point de prélèvement, le traitement, le transport, le stockage et la distribution d'eau destinée à la consommation humaine.

## **9 - Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues**

### **à l'article L. 2224-8 ;**

- L'assainissement collectif : le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites ;
- L'assainissement non collectif : le contrôle de conception et réalisation, le contrôle de fonctionnement (base réglementaire) et réhabilitations groupées ;

## **10 - Gestion des eaux pluviales urbaines, au sens de l'article L. 2226-1.**

- Gestion des eaux pluviales urbaines selon les modalités et le périmètre définis par le conseil communautaire.

Conformément aux dispositions de l'article L.5216-5 II du Code général des collectivités territoriales, la communauté d'agglomération exerce par ailleurs en lieu et place des communes les compétences suivantes :

**1 - Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ;  
création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt  
communautaire**

**2 - En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du  
cadre de vie :**

- Lutte contre la pollution de l'air ;
- Lutte contre les nuisances sonores ;
- Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie et promotion des énergies renouvelables ;
- Agenda 21 communautaire et Plan Climat-Air-Energie Territorial ;
- La protection des espaces naturels dont le conseil aura décidé l'intérêt communautaire ;

**3 - Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et  
sportifs d'intérêt communautaire**

La communauté d'agglomération exerce, par ailleurs, les compétences suivantes :

- Promotion du territoire et relations avec l'Union Européenne, l'Etat, la Région et le Département dans les domaines de compétences communautaires
- Développement de l'enseignement supérieur, de la recherche et du transfert de technologie
- Développement des nouvelles technologies d'information et de communication d'intérêt communautaire ; Compétence relative aux réseaux publics et services locaux de communications électroniques au sens de l'article L.1425-1 du Code Général des Collectivités territoriales incluant les activités suivantes :
  - Etablissement et exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques au sens du 3° et du 15° de l'article L.32 du code des postes et communications électroniques ;
  - Acquisition des droits d'usage à cette fin ou achat des infrastructures ou réseaux existants ;
  - Mise à disposition de telles infrastructures ou réseaux aux opérateurs ou utilisateurs de réseaux indépendants ;
  - Fourniture des services de communication électroniques aux utilisateurs finals, après avoir constaté une insuffisance d'initiatives privées dans les conditions prévues par l'article L.1425-1 du Code Général des Collectivités territoriales.
- Participation aux schémas régionaux de formation
- Fourrière, capture des animaux errants
- Surveillance des zones de baignade d'intérêt communautaire
- Contribution au service départemental d'incendie et de secours et gestion de l'immobilier dans le cadre de la convention de départementalisation
- En matière culturelle, Lorient Agglomération intervient, en complémentarité et en subsidiarité des communes membres afin de :
  - Favoriser la mise en réseau des acteurs et des équipements artistiques et culturels du territoire.
  - Accompagner les communes pour faciliter l'accueil d'artistes en résidence, la création culturelle et la circulation des œuvres sur le territoire.
  - Accompagner les manifestations culturelles à vocation intercommunale qui participent au rayonnement de l'agglomération et participer à leur promotion.
  - Accompagner la sauvegarde et la valorisation du patrimoine du territoire.

**ARTICLE 4 :**

Conformément aux dispositions de l'article L.5216-7-1 du Code Général des Collectivités territoriales, la communauté d'agglomération peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.

Dans les mêmes conditions, ces collectivités peuvent confier à la communauté d'agglomération la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article L.5211-56 du Code Général des Collectivités territoriales, dans la limite de ses compétences et dans les conditions définies par convention, la communauté d'agglomération peut assurer des prestations de services pour le compte d'une collectivité, d'un autre établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte.

La communauté d'agglomération est érigée en centrale d'achat au sens des dispositions du code de la commande publique à destination des acheteurs du territoire de Lorient Agglomération soumis à ce même code.

**ARTICLE 5 :**

Conformément aux dispositions de l'article L.5216-5 du Code Général des Collectivités territoriales, la communauté d'agglomération peut attribuer des fonds de concours aux communes membres pour contribuer à la réalisation ou au fonctionnement d'équipements d'intérêt commun à la communauté et à une ou plusieurs communes membres.

**ARTICLE 6 :**

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-6 du Code Général des Collectivités territoriales, le Conseil Communautaire est composé de conseillers communautaires élus dans les conditions prévues au titre V du livre 1er du code électoral.

Sa composition est alors déterminée, conformément aux dispositions de l'article L.5211-6-1 du Code Général des Collectivités territoriales.

**ARTICLE 7 :**

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales, le bureau est composé du Président, d'un ou plusieurs vice-présidents et éventuellement d'un ou de plusieurs autres membres.

**ARTICLE 8 :**

Les commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil de communauté sont créées par le conseil qui détermine la représentation des communes dans le respect des dispositions de l'article L.5211-40-1 du Code Général des Collectivités territoriales.

Chacune des communes membres dispose d'au moins un représentant.